



La Lettre de Justice et Paix n° 54 – Focus Latino L'Amérique latine, à gauche toute ?

Le 15 février 2006, Justice et Paix et Pax Christi Wallonie-Bruxelles organisaient leur premier « Petit déjeuner en paix » de l'année. Au menu de cette rencontre¹, des produits Oxfam et un thème d'actualité : les élections en Amérique latine.

De novembre 2005 à décembre 2006, douze des dix-huit Présidents en Amérique latine changent. En décembre 2005, Evo Morales est élu Président de la Bolivie. Le 15 janvier 2006, Michelle Bachelet remporte les élections au Chili. Les résultats de ces élections montrent déjà une tendance... celle d'un renforcement de la gauche en Amérique latine. Bien entendu, un pays n'est pas l'autre et il n'y a pas d'homogénéité de ce que veut dire « la gauche » en Amérique latine. Mais, tout en tenant compte des spécificités régionales, on peut se demander pourquoi l'Amérique latine prend ce chemin.

Avec la fin des dictatures en Amérique latine, la situation politique a évolué et on assiste à un renforcement du système démocratique. Il existe cependant un déficit énorme et ces démocraties sont fragilisées par un contexte socio-économique difficile.

C'est dans cette région du monde que le néo-libéralisme a été appliqué le plus radicalement : privatisations, libéralisation, dérégulation... mais les exploits macro-économiques de certains pays ne se traduisent pas en bien-être pour les populations locales. Au Pérou, par exemple, malgré les résultats économiques exhibés par le Président Alejandro Toledo, la majorité de la population est sans emploi et la situation économique des plus pauvres ne s'améliore pas.

Les 20 années de néo-libéralisme ont, en termes sociaux, été catastrophiques. Les conditions de vie ne se sont pas améliorées (44 % de la population latino-américaine vivent sous le seuil de la pauvreté) et les inégalités sociales se sont creusées : en 1980, les 10 % les plus riches gagnaient 24 fois plus que les 10 % les plus pauvres ; en 2003 cette proportion est passée à 31.

Commission Justice et Paix
Rue M. Liétart, 31/6, 1150 Bruxelles
tél. 02/738.08.01, fax. 02/738.08.00
info@justicepaix.be - www.justicepaix.be
www.paxchristiwb.be

Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Rue M. Liétart 31/1, 1150 Bruxelles
tél. 02/738.08.04, fax. 02/738.08.00
info@paxchristiwb.be -

¹ Nous remercions chaleureusement nos intervenants et personnes références avec qui nous avons travaillé sur ce thème : José Cornejo du comité de rédaction de la revue Panoramica latinoamericana, Bernard Duterme du Centre Tricontinental à Louvain-la-Neuve et Alberto Zalles, sociologue bolivien.

Continent-roi des inégalités sociales, l'Amérique latine doit dès lors faire face à un mécontentement social croissant.

A cela s'ajoute un contexte politique marqué par les problèmes de corruption et de clientélisme, éléments qui ont renforcé un mécontentement et une méfiance populaire vis-à-vis du système politique. Dans ce contexte, l'enjeu est dès lors que le ras-le-bol puisse se traduire en des propositions d'alternatives concrètes mais cela dépend fortement de la culture politique du pays.

Les mouvements sociaux, un élément novateur

Les mouvements sociaux sont un élément novateur qui marque un renouvellement de la gauche, mène une dynamique démocratique et renforce la citoyenneté.

Les mouvements indigènes de certains pays d'Amérique latine ont été d'une grande influence. En quête de justice sociale, les populations indigènes s'organisent pour revendiquer non seulement la reconnaissance des Droits humains des indigènes, mais aussi une responsabilisation du pouvoir et une revalorisation de la démocratie. Pour Bernard Duterme, Directeur du Centre Tricontinental à Louvain-La-Neuve : « *Identitaires, les insurgés indiens sont aussi révolutionnaires et démocrates et appellent à la convergence des résistances sociales, culturelles et politiques en butte à l'omnipotence d'un marché facteur d'inégalités et destructeur d'identités particulières²* ».

En Bolivie, l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales (ancien chef des planteurs de coca) est issue d'une culture politique et d'une tradition syndicaliste fortes qui ont rapidement été à la base de propositions politiques alternatives.

Ce président indigène accède à la présidence d'un pays où 62 % de la population se définissent comme d'origine indienne. Dans une société où les Indiens ont toujours subi une discrimination, son élection est fortement symbolique. Mais au-delà de la force du symbole, reste à voir le contenu des politiques qui seront appliquées par le nouveau gouvernement.

Pour Alberto Zalles, sociologue bolivien, il s'agit d'une « *nouvelle gauche* » qui a « *même amené un indigène au pouvoir. Une gauche plus cosmopolite qui a dû s'adapter à un monde globalisé où l'économie de marché est en procès. Mais il s'agit aussi d'une gauche « formelle » qui doit encore, dans la pratique, se développer* ».

Le défi des mouvements sociaux serait dès lors de passer d'un mouvement de pression à une action citoyenne qui se concrétise dans des actions politiques de changement. Se pose alors la question de la jonction entre la dynamique des mouvements sociaux et la représentation de la gauche au gouvernement.

Des démocraties sous surveillance

Source d'espoir pour des populations exclues, ces nouveaux gouvernements ont une lourde tâche à accomplir. Face aux nombreux défis posés, auront-ils la volonté, la capacité et la possibilité d'agir ?

On se souvient que l'élection de Luiz Inacio Lula Da Silva au Brésil avait soulevé de grandes espérances. Aujourd'hui, trois ans après, certains sont déçus... non seulement en raison des

²Alternatives Sud (2005), Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine.

scandales de corruption (qui ont touché des ministres ainsi que le Parti des Travailleurs, dont Lula fait partie), mais aussi à cause de ses orientations jugées trop néo-libérales...

Pour José Cornejo, membre du Comité de rédaction de la revue « *Panorámica latinoamericana* » : « *Nous sommes confrontés à des « gauches » très modérées qui sont coincées entre, d'un côté le monde populaire qui voudrait sortir au plus vite de l'extrême pauvreté dans laquelle il se trouve et, de l'autre côté ceux, proches des secteurs financiers, qui souhaitent que les choses changent le moins possible* ».

Le virage à « gauche » serait alors relatif.

Au Chili, si l'élection de Michelle Bachelet à la présidence est synonyme de recherche de mécanismes de redistribution (celle-ci avait d'ailleurs centré sa campagne électorale sur les politiques sociales), la nouvelle présidente devra jouer avec le contexte politique et l'influence encore très forte de la période « Pinochet³ ». Le système électoral permet à la droite d'être fortement représentée sur la scène politique malgré sa défaite électorale.

Les actuelles élections latino-américaines se déroulent dans un contexte international spécifique. Au nom de la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, les démocraties latino-américaines sont placées sous la surveillance des Etats-Unis qui y ont renforcé leur politique de militarisation : installation de nouvelles bases militaires et renforcement des bases déjà existantes, formation des militaires latino-américains, vente d'armes,...⁴.

Ce qui est source d'espoir pour une population indienne exclue, représente, aux yeux du gouvernement des Etats-Unis, un danger de virage radical. L'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie n'est pas pour plaire au gouvernement nord-américain qui dénonce le « populisme » de ces dirigeants. Mais, les USA craignent-ils réellement pour la liberté et la sécurité des populations locales ou craignent-ils plutôt de voir l'Amérique latine, leur « arrière-cour », leur échapper et de perdre ainsi de fameux avantages commerciaux ?

Lancé dans les années nonante par les USA, le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ALCA) a visiblement quelques difficultés à voir le jour. Perçu comme un projet subordonné aux intérêts nord-américains, on lui préfère le Mercosur, marché commun du Sud⁵. La construction d'alliances régionales est perçue comme un espoir pour l'Amérique latine.

Des défis énormes, des risques à considérer

Les défis sont énormes pour ces nouveaux gouvernements qui doivent à la fois faire face à un contexte de mondialisation où le commerce est une réalité et résoudre une situation de graves inégalités sociales.

Face aux attentes des populations locales, des solutions devront être concrètement proposées et des changements sociaux, au moins partiellement, atteints... au risque de voir

³ Le dictateur Augusto Pinochet a pris le pouvoir en 1973, lors du coup d'état mené contre le président Salvador Allende. Il a dirigé le Chili pendant 17 ans, jusqu'en 1990.

⁴ www.risal.collectifs.net

⁵ Pays initiateurs (1994) : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay. Pays associés : Bolivie et Chili (1996), Pérou (2003), Colombie, Equateur et Venezuela (2004).

une population déçue et fragilisée faire le choix d'une dérive vers un discours intégriste, nationaliste, raciste et réactionnaire.

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), une majorité des citoyens latino-américains seraient prêts à accepter un pouvoir autoritaire s'ils avaient la garantie de voir leurs conditions de vie s'améliorer.

Cette question est d'actualité au Pérou où, Ollanta Humala, du Parti nationaliste péruvien, se présente aux élections présidentielles du mois d'avril de cette année. Ce candidat extrémiste se trouve actuellement⁶ en troisième position dans les sondages. Soupçonné d'avoir commis des actes de violations des droits de l'Homme dans les années nonante⁷, il prône la violence (il parle de « nettoyer » le pays de ses « corrompus ») et présente un programme gouvernemental démagogue sans aucun contenu... son élection représenterait un réel recul démocratique.

Axelle Fischer

Elections 2005 et 2006 en Amérique latine

Bolivie : le 18 décembre 2005, Evo Morales du MAS (Mouvement vers le socialisme) est élu président
 Chili : le 15 janvier 2006, Michelle Bachelet est élue présidente
 Costa Rica : 5 février. Les résultats officiels publiés le mercredi 22 février ont déclaré vainqueur Oscar Arias, ancien président (1986-1990) et prix Nobel de la paix
 Haïti : après des élections mouvementées, René Préval est finalement proclamé président le 16 février 2006
 Salvador : 12 mars (législatives)
 Pérou : 9 avril (législatives et présidentielles)
 République dominicaine : 16 mai (législatives)
 Colombie : 28 mai (présidentielle)
 Mexique : 2 juillet (législatives et présidentielle)
 Brésil : octobre (législatives et présidentielle)
 Equateur : 15 octobre (législatives et présidentielle)
 Nicaragua : 27 novembre (législatives et présidentielle)
 Venezuela : 3 décembre (présidentielle)

Source : Le Monde Diplomatique, février 2006

Avec le soutien du Service Education Permanente de la Communauté française

⁶ Février 2006.

⁷ La guerre civile au Pérou a duré de 1980 à 2000.